

Sécurité alimentaire

LES INSTRUCTIONS DU PRÉSIDENT

Page 3

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 7344 – MARDI 19 JUILLET 2022

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

CAN de Handball

L'ALGÉRIE ARRACHE SON BILLET POUR LE MONDIAL

Page 24

SIGNATURE DE 15 ACCORDS DE COOPÉRATION

ALGER-ROME, LE PACTE STRATÉGIQUE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a annoncé, hier à Alger, la signature d'un accord de quatre milliards de dollars permettant d'"approvisionner l'Italie en très grandes quantités de gaz naturel", un acte censé sceller davantage les relations de partenariat entre Alger et Rome dans une conjoncture internationale des plus troubles.

Page 3



LE SOUS-VARIANT BA.5 SE PROPAGE

Le signal d'alarme

Page 4

ENERGIE SOLAIRE

Le projet de 15 000 MGW lancé en 2023

Page 4

SAHARA OCCIDENTAL

Les prisonniers de Gdeim Izik saisissent l'ONU

Page 24

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

ENSEIGNEMENT DES SCIENCES HUMAINES À L'UNIVERSITÉ

Une discipline choisie par 60% des nouveaux bacheliers



CHAQUE année, les nouveaux bacheliers, dont plus de 60% détenteurs du bac, se montrent intéressés à poursuivre des études en sciences humaines et langues étrangères, a révélé le directeur de la planification et de la prospective au niveau du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESR), Yacine Belarbi.

S'exprimant hier sur les ondes de la Chaîne 3 de la radio nationale, M. Belarbi a affirmé que 21,66% des bacheliers issus des sciences expérimentales et mathématiques demandent les filières sociales à l'université. « On se rend compte que 21,66% des bacheliers issus des sciences techniques, expérimentales et mathématiques souhaitent, « de leur plein gré, aller vers des filières sociales », a-t-il précisé.

Donnant plus de détails, le responsable a fait savoir que 45% seulement des bacheliers viennent des filières lettres, philosophie, langues étrangères et gestion, contre 55% qui obtiennent un baccalauréat dans les filières scientifiques et techniques, sachant que plus de 60% des nouveaux étudiants choisissent les sciences sociales, les sciences humaines et les langues étrangères.

Par ailleurs, concernant les résultats du baccalauréat, le représentant du ministère de l'Enseignement supérieur a confirmé que les filles représentent un taux de 63% de réussite au baccalauréat, ajoutant que la même tendance est également enregistrée à l'université, avec une prédominance des étudiantes. « Les filles réussissent mieux dans tous les domaines universitaires, y compris les mathématiques », a-t-il indiqué.

Selon les chiffres du ministère de l'Enseignement supérieur, la communauté estudiantine est composée de 60% de filles. Dans certaines filières, ce sont 80% d'étudiantes, et le personnel d'encadrement en médecine est composé de 70% de femmes, a fait savoir M. Belarbi, qui a suggéré l'étude de ce phénomène qui « étonne les organismes internationaux ».

Commentant les résultats de l'examen du baccalauréat, le même responsable a expliqué que la baisse du nombre de bacheliers est de seulement 0,14%, puisque le nombre de candidats a augmenté cette année de 1,6%. Il a assuré que ce recul n'influe aucunement sur l'université, qui s'est bien préparée pour les recevoir.

Au sujet du faible pourcentage (3,67%) enregistré par les candidats inscrits dans la filière mathématiques, M. Belarbi a expliqué que cette tendance est mondiale, tout en recommandant de mener une campagne de sensibilisation en Algérie pour intéresser les élèves, dès leur jeune âge, à cette filière.

Lynda Louifi

APPEL AU RESPECT DES MESURES PRÉVENTIVES

Le sous-variant d'Omicron BA.5 se propage en Algérie

C'est le sous-variant d'Omicron, BA.5, qui est à l'origine de l'augmentation des contaminations au coronavirus constatée ces derniers jours. L'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) a affirmé que ce nouveau sous-variant d'Omicron a été détecté dans certaines wilayas du pays. Ce dernier a progressivement remplacé le sous-variant BA.2 qui circulait jusque-là, selon l'IPA, qui prédit une augmentation des cas les prochains jours.



Les bilans quotidiens des cas de contamination au coronavirus publiés par le ministère de la Santé ont fait état d'une légère augmentation des nouveaux cas testés positifs au coronavirus. Une situation qui a interpellé les professionnels de la santé et les spécialistes, lesquels ont appelé à la nécessité de revenir à l'application des protocoles sanitaires et au respect des mesures préventives, jusque-là abandonnés par une grande partie de la population. L'IPA a donné plus de détails sur cette situation. Dans un communiqué rendu public dimanche soir, l'Institut Pasteur confirme la circulation du sous-variant d'Omicron, le BA.5, à l'origine du rebond épidémique dans plusieurs pays du monde, notamment en France. Dans le cadre de sa mission de surveillance de la circulation du virus SARS-CoV2, l'IPA a fait savoir que « depuis le mois juin, un nouveau sous-variant d'Omicron, le BA.5, a été détecté dans certaines wilayas du pays, remplaçant progressivement le sous-variant BA.2 qui circulait jusque-là », et ce après une accalmie et un déclin de l'activité virale qui a été enregistré, depuis la dernière vague des contaminations, au mois de janvier dernier, suite à la circulation du variant Omicron et notamment du sous-variant BA.1 puis le sous-variant BA.2.

L'IPA a affirmé que « l'augmentation de l'intensité de circulation du BA.5, à partir de la semaine du 3 juillet, a été corrélée à une légère hausse des cas de Covid-19 au cours de ce mois, tel qu'observé dans les pays où la circulation de ce sous-variant est en cours », évoquant une augmentation des cas pour les jours à venir. « Il ne serait pas surprenant de constater une augmentation des cas dans les prochains jours. Cela fait partie du cycle de l'évolution des virus », a précisé l'IPA, qui cite les symptômes les plus fréquents d'infection par ce sous-variant. Il s'agit de la fatigue, la toux, la fièvre, les maux de gorge et de tête, avec une durée des symptômes plus longue, qui peuvent mettre de 7 à 10 jours pour disparaître. L'IPA, qui précise que « les personnes infectées par les précédents sous-variants d'Omicron BA.1 et BA.2 peuvent être contaminées une deuxième fois par le sous-variant BA.5 », appelle à la vigilance et à la nécessité d'observer les mesures du protocole sanitaire adopté depuis le début de la pandémie Covid-19.

Il faut dire que la propagation de ce sous-variant, à l'origine d'une nouvelle vague de contaminations dans plusieurs pays du monde, a interpellé les autorités de ces pays qui ont sonné la reprise de la vigilance. En France, par exemple, le port du masque, qui n'est plus obligatoire depuis le mois de juin passé, est désormais conseillé dans les transports.

Chez nous, les appels à la vigilance se multiplient et la réouverture des services Covid au niveau des hôpitaux devrait être discutée très prochainement, et ce pour faire face à une éventuelle reprise de l'épidémie.

Lilia Aït Akli

LUTTE CONTRE LE MOUSTIQUE TIGRE

Mise en place d'un dispositif de surveillance

LE MINISTÈRE de la Santé a mis en place un dispositif de surveillance et de lutte contre les arboviroses transmis par le moustique tigre, a indiqué, hier lundi, un communiqué du ministère, précisant que la présence de ce moustique «ne signifie pas automatiquement la présence de maladies qu'il peut transmettre».

Ce dispositif est actif du 1er mai au 30 novembre, a indiqué le ministère, faisant observer que «la présence de ce moustique, appelé également Aedes albopectus, ne signifie pas la présence automatique de maladies qu'il peut véhiculer, d'autant que la dengue, le chikungunya et le zika ne sont pas présents en Algérie et il n'y a donc aucune raison ce stade de parler d'alerte».

Le dispositif comprend «les mesures permettant la surveillance et les mesures visant à empêcher l'apparition de cas autochtones par la détection précoce des cas importés, le suivi de l'évolution de moustiques invasifs, mais aussi la mise en œuvre de manière rapide et coordonnée des mesures de protection des personnes».

Il s'articule aussi autour de trois axes, à savoir, «la surveillance entomologique visant à détecter la présence du moustique tigre et de le surveiller en vue de ralentir la progression de son implantation géographique et de baisser la densité de sa population, la surveillance épidémiologique pour la détection précoce et le signalement sans délai des cas suspects importés et de tous les cas confirmes par le laboratoire ainsi que la lutte anti-vectorielle», ajoute le communiqué.

Pour ce qui est de l'opération de démoustication, elle consiste en la mobilisation sociale, notamment avec la participation des citoyens à la lutte contre la prolifération de ce moustique et ce, en modifiant et en adoptant des gestes simples et en supprimant les eaux stagnantes qui favorisent la reproduction du moustique comme les soucoupes des pots de fleurs, les vases, les gouttières, pneus et les ustensiles usagés.

A cela s'ajoutent les mesures habituelles de protection contre les moustiques au retour d'un voyage en zone à risque, comme la consultation d'un médecin en cas de signes évocateurs, a indiqué la même source, soulignant le renforcement de la collaboration intersectorielle par l'application de l'instruction relative au renforcement de la lutte anti-vectorielle.

En ce sens, le ministère a assuré qu'il continuera de «suivre de près» l'évolution de la situation épidémique dans le monde, continuant ainsi à prendre d'autres mesures si nécessaire.

Pour rappel, le moustique tigre qui est originaire des forêts tropicales d'Asie du Sud-Est, s'est propagé progressivement à travers le monde au cours des 30 dernières années.

En Algérie, il a été découvert pour la première fois en 2010 et depuis, il s'est adapté à l'environnement humain et vit dans des eaux stagnantes et dans les zones urbaines et semi-urbaines.

C'est un insecte qui pique pendant la journée, surtout à l'aube, au crépuscule et souvent à l'extérieur des maisons. Il est très agressif envers les humains et reste actif entre mai et novembre et peut transmettre des virus qui causent des maladies comme la dengue, la chikungunya ou la zika, conclut le communiqué.

Hamid B.

PARTENARIAT ALGÉRO-ITALIEN

Signature de 15 accords stratégiques

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a annoncé, hier à Alger, la signature d'un accord de quatre milliards de dollars permettant d'"approvisionner l'Italie en très grandes quantités de gaz naturel", un acte censé sceller davantage les relations de partenariat entre Alger et Rome dans une conjoncture internationale des plus troubles.



Dans un point de presse conjoint avec le président du Conseil des ministres italien, M. Mario Draghi, en visite de travail en Algérie, sanctionnée par la signature de nombreux accords de coopération bilatérale, le chef d'Etat a indiqué que cet important accord sera signé, avec les compagnies 'Occidental', 'ENI' et 'Total'.

"Je tiens à réaffirmer à mon ami le président du Conseil des ministres italien, M. Draghi, ce que nous avions proposé en Italie, à savoir être l'un des fournisseurs de l'Europe en énergies électrique, solaire et conventionnelle", a poursuivi le Président Tebboune.

Par ailleurs, quinze accords et mémorandums d'entente englobant divers domaines de coopération entre l'Algérie et l'Italie ont été signés, lors d'une cérémonie présidée par le président de la République, et le président du Conseil des ministres italien.

Il s'agit des secteurs des mines, industries pharmaceutiques, entrepreneuriat, développement des investissements, prévention et lutte contre la corruption, travaux publics, start-ups, coopération industrielle, recherche scientifique, énergie, justice, développement social, protection du patrimoine historique et culturel et coopération dans le domaine diplomatique.

Lors de cette cérémonie qui s'est déroulée au siège de la Présidence de la République, le Président Tebboune et le président du Conseil des ministres italien ont signé le communiqué final sanctionnant les travaux du 4ème sommet inter-gouvernemental algéro-italien.

Le président Tebboune s'est félicité du bilan positif des travaux du 4e Sommet intergouvernemental algéro-italien, indiquant que d'importants accords ont été signés dans plusieurs domaines, outre la Déclaration conjointe qui "instituera une nouvelle étape dans la coopération bilatérale de plus en plus efficace et dessine les contours des relations entre deux pays, soucieux de consolider leurs liens historiques profonds".

Le Président Tebboune a ajouté que la visite en Algérie de Draghi pour la seconde fois cette année, dénote, a-t-il dit, de "la volonté de nos pays de consolider les liens d'amitié et d'intensifier les domaines de coopération", assurant que cette visite "se veut un pas de plus vers l'établissement de relations stratégiques, et s'inscrit dans le cadre de la tradition de concertation ininterrompue entre les deux pays".

L'augmentation du volume des exportations de gaz algérien vers l'Italie intervient alors que le marché mondial traverse une crise aiguë consécutive aux sanctions contre la Russie qui a engagé une opération militaire en Ukraine. En réaction, la Russie a fermé ses vannes pour plusieurs pays européens et menace de couper littéralement le gaz aux ce qui est annonciateur d'un hiver rude pour le vieux continent. Beaucoup alors se livrent une bataille de stockage de gaz et d'approvisionnements alternatifs notamment la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Danemark et les Pays-Bas.

Pour rappel, l'Algérie a décidé, en avril dernier, d'augmenter de 4 milliards de m3 supplémentaires le volume de ses livraisons de gaz à l'Italie. Il s'agit de 4 milliards de m3 de gaz supplémentaires qui seront livrés par Sonatrach à ENI et à ses autres partenaires italiens. Cette hausse a été décidée lors de la visite du premier ministre italien à Alger en avril dernier.

L'Algérie, qui entretient des relations privilégiées avec l'Italie, a déjà livré à ce pays depuis le début de l'année 13,9 milliards de m3 dépassant de 113% les volumes prévisionnels, prévoit encore de livrer d'ici la fin de l'année 2022, six milliards de m3 supplémentaires de gaz algérien à l'Italie.

L'Algérie est le deuxième fournisseur de gaz de l'Italie. Le gazoduc Transmed achemine du gaz algérien vers les côtes italiennes depuis 1983. Il a une capacité quotidienne de plus de 110 millions de mètres cubes mais transporte actuellement moins de 60 millions de mètres cubes. Rome a déclaré qu'elle cherchait à obtenir 9 milliards de mètres cubes supplémentaires de l'Algérie depuis la crise ukrainienne et le recul des exportations du gaz russe vers l'Europe.

Il est aussi prévu la tenue du forum d'affaires algéro-italien qui interviendra après la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement.

Tebboune a par ailleurs fait savoir que ses entretiens avec le président du Conseil des ministres italien avaient permis d'aborder "les questions bilatérales et les questions d'intérêt commun dans la région du Maghreb, auxquelles nous accordons un intérêt particulier avec nos amis italiens".

La rencontre a été "l'occasion d'échanger des vues sur diverses questions régionales et internationales à la lumière de la conjoncture instable et ses répercussions sur la sécurité et la stabilité régionales et internationales, et sa menace claire sur la sécurité alimentaire mondiale, notamment en Afrique et plus particulièrement au Maghreb", a indiqué le président Tebboune, soulignant "l'importance d'une action commune pour participer et contribuer positivement à l'instauration de la paix et de la sécurité dans notre région méditerranéenne".

"Nous avons perçu une totale convergence de vues concernant les grands dossiers et la situation en Lybie", a poursuivi le Président Tebboune réaffirmant "la nécessité pour les Libyens d'atteindre l'objectif de construire leurs institutions eux-mêmes, à travers une élection régulière de leurs représentants qui seront choisis par le peuple libyen, loin des ingérences et tiraillements étrangers".

Il a également été procédé, lors des entretiens, à un échange de vues sur la situation au Mali et au Sahel, où l'accent a été mis sur l'importance de la coopération pour "la mise en œuvre de l'accord de paix de réconciliation issu du processus d'Alger et le renforcement du rôle de la mission onusienne au Mali (Minusma) en vue d'aplanir définitivement la tension survenue dans la région", a poursuivi le Président de la République.

Concernant la question du Sahara occidental, le Président Tebboune a affirmé "la convergence des vues avec les amis italiens sur le soutien à l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU et à la Mission pour l'organisation du référendum d'autodétermination au Sahara occidental (MINURSO), eu égard à son rôle dans le règlement de ce conflit qui a perduré".

Mohamed Kouini

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les instructions du Président

LE PRÉSIDENT de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, lors d'une réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, l'intensification des efforts pour garantir la sécurité alimentaire, notamment pour ce qui est des céréales, indique un communiqué du Conseil des ministres.

Après avoir écouté un exposé sur la préparation du processus technique de la campagne de production céréalière 2022-2023, «le Président Tebboune a instruit le Gouvernement à l'effet d'intensifier les efforts pour garantir la sécurité alimentaire, notamment pour ce qui est des céréales, et ce, compte tenu des fluctuations internationales actuelles. Il s'agit là d'un défi devant être relevé quels que soient les difficultés et les obstacles, car le potentiel et les capacités matérielles et naturelles de l'Algérie la qualifient pour atteindre cet objectif stratégique», précise le communiqué.

A cet effet, le Président a instruit le ministre de l'Agriculture à l'effet d'élaborer un nouveau plan pour la réorganisation du secteur, «loin de toute forme de bureaucratie et tenant compte de l'efficacité sur le terrain».

Le Président de la République a également ordonné l'expansion des terres agricoles pour la production de fourrage, tout en adoptant l'utilisation de moyens techniques modernes et d'engrais, afin d'augmenter les surfaces agricoles et la rentabilité comme une nouvelle tendance qui contribue à la concrétisation de la sécurité alimentaire. Lors de cette réunion, et concernant un autre exposé sur le projet de réalisation d'un complexe industriel spécialisé dans la fabrication du lait infantile, le Président Tebboune a instruit le Gouvernement à l'effet d'»œuvrer en priorité à consolider les moyens de fabrication de lait et à recourir à l'expertise étrangère spécialisée, sous forme de partenariats, pour lancer la fabrication de lait infantile, étant une matière vitale qui nécessite un environnement garantissant des procédés en laboratoires et industriels très pointilleux», conclut le communiqué.

Par ailleurs, le Conseil des ministres a approuvé, le projet de loi de finances complémentaire PLFC-2022. «Le Conseil des ministres a approuvé le PLFC-2022 conformément aux orientations du Président de la République visant la préservation des équilibres sociaux et le maintien du pouvoir d'achat du citoyen, en évitant de nouveaux impôts ou augmentations», précisé le communiqué du Conseil des ministres.

Lors de la même réunion, le Conseil des ministres a approuvé le projet des statuts de l'auto-entrepreneur présenté par le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie de la connaissance et des start-up, lequel est à même «d'insuffler une nouvelle impulsion aux acteurs dans le domaine de l'entrepreneuriat et des start-up», a ajouté la même source.

S. Ould Brahim

Page 04_Mise en page 1 19/07/2022 16:39 Page 1

MÉDÉA

Ouverture de l'opération des ventes en solde et promotionnelles

LA DIRECTION du commerce et de la promotion des exportations de la wilaya a annoncé sur son site officiel Facebook que l'opération des ventes en solde et ventes promotionnelles est ouverte à compter du 15 juillet, invitant par la même occasion les opérateurs économiques (commerçants, artisans, professionnels et organisations de protection de consommateurs) à adhérer à l'opération afin de faire profiter les consommateurs de l'offre de produits et marchandises à prix réduits.

Il suffit aux opérateurs économiques de faire la demande d'adhésion adressée à l'administration de la direction du commerce et de la promotion des exportations pour pouvoir prendre part à l'opération de ventes en solde, en indiquant la liste des articles et produits concernés par les réductions des prix et les marges promotionnelles consenties.

Jusqu'alors, rien ne laisse voir l'adhésion des opérateurs économiques à l'opération à travers les moyens d'affichage habituel lisible sur les devantures et les vitrines des commerces et autres véhicules de transport faisant la réclame de leurs produits et marchandises mis en vente à des prix réduits.

L'on fait savoir que l'opération des ventes promotionnelles, qui se prolongera jusqu'au 31 août, est une opportunité qui s'offre aux commerçants leur permettant de redynamiser leurs commerces et une occasion pour les consommateurs de ménager leurs portefeuilles qui seront encore une fois malmenés pour les achats de la rentrée scolaire.

En effet, les chefs de famille vont une autre fois se démener pour acquérir les produits et articles scolaires pour leurs enfants tels que vêtements, chaussures, cahiers, stylos, sacs à dos, tabliers à des prix modiques.

L'on rappellera que l'objectif de l'opération est d'alléger les frais induits par la hausse des prix et la spéculation qui affectent particulièrement les articles scolaires dans des proportions jugées difficile à supporter par les budgets des ménages fortement laminés par l'inflation.

De Médéa, Nabil B.

ENERGIE SOLAIRE

LE PROJET DE 15 000 MÉGAWATTS LANCÉ EN 2023

Le P-DG de Sonelgaz, Mourad Adjel, a révélé que les travaux de réalisation du projet de 15 000 MGW d'énergie solaire devrait être lancé au début de l'année prochaine. Par ailleurs, il a annoncé que l'électricité algérienne sera exportée vers l'Italie à partir d'Annaba, et ce à la fin de la réalisation d'un câble sous-marin long de 250 km reliant les deux pays.



Dans le domaine de la transition énergétique, M. Adjel a expliqué que l'Algérie a déjà franchi de grands pas. «Nous avons aujourd'hui une capacité de production qui dépasse les 400 MGW et nous nous attelons également à réaliser un grand projet de 15 000 MGW confié au ministère de la Transition énergétique, et ce à travers une société mixte dont les deux propriétaires ne sont autres que Sonelgaz et Sonatrach», a fait savoir le responsable, précisant que ce projet est en phase d'appel d'offres. «Les travaux de réalisation de ce projet devront être lancés au début de 2023 par cette société qui s'appelle Chams», a-t-il expliqué.

Concernant l'exportation de l'électricité, M. Adjel a indiqué, en marge d'une séance de travail avec les autorités locales à Bouira, que son groupe est en train de faire des études avec les Italiens pour la réalisation d'un câble sous-marin qui va partir d'Annaba vers l'Italie. «Une fois l'étude achevée, il faudra trouver les sources de financement pour le réaliser», a-t-il expliqué.

Selon le P-DG de Sonelgaz, ce projet aura une grande importance pour notre pays, rappelant la visite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en Italie au mois de mai dernier, pendant laquelle Rome et Alger ont renforcé leur coopération dans le domaine énergétique, et ce en signant plusieurs accords portant sur la fourniture d'électricité à l'Italie et à une partie de l'Europe.

Dans ce cadre, Abdelmadjid Tebboune a déclaré que «grâce à l'Italie, nous serons en mesure d'approvisionner l'Europe en électricité».

En termes de chiffres, le responsable a qualifié la quantité des exportations en électricité de l'Algérie vers la Tunisie d'»importante», rappelant qu'elle est estimée à 500 Mégawatts.

Concernant la production en cette matière, elle est de 24 000 Mégawatts pour une consommation moyenne annuelle qui ne dépasse pas les 14 000 MGW, avançant que d'ici 2031-2032, «nous atteindrons une capacité de production de 30 000 Mégawatts, notamment avec la réalisation de plusieurs projets d'une capacité de 6 000 MGW».

En outre, Mourad Adjel a évoqué les créances de Sonelgaz, qui ont «quadruplé» depuis le début de l'épidémie de Covid-19, pour atteindre 214 milliards de dinars en deux ans. «La valeur des créances a grimpé de 60 milliards de dinars au début de 2020 à 214 milliards de dinars en deux ans» a-t-il indiqué.

Il a ajouté que grâce à l'opération de recouvrement auprès des citoyens, les services de Sonelgaz ont réussi à réduire cette facture à 140 milliards de dinars.

Dans ce cadre, il convient de rappeler les mesures prises par le Groupe Sonelgaz au profit de ses clients pour faciliter les paiements de leurs dettes, à l'instar de la mise à disposition d'un calendrier de paiement, en négociant le nombre de factures et le montant des créances et de leur niveau de solvabilité.

Sarah Oubraham

TRANSPORT DES PRODUITS PÉTROLIERS

Achèvement de la première tranche des canalisations

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR général (P-dg) de la Société nationale de commercialisation et de distribution des produits pétroliers «Naftal», Mourad Menouar , a annoncé hier lundi à Blida, l'achèvement de la première tranche du projet de réalisation des canalisations de transport des produits pétroliers des sites de production vers les sites de stockage.

«Les travaux de la première tranche (Skikda-El Eulma) du projet de réalisation de canalisations de transport des produits pétroliers (carburant et GPL) sont achevés», a déclaré M. Menouar, en marge de l'ouverture de la quatrième édition de «Familly days» (Journées de la famille) à la station-service de l'autoroute Est-Ouest «Timezguida-Nord».

Il a expliqué que ce projet s'étend de la wilaya de Skikda jusqu'à Alger, en passant par El Eulma (Sétif) et plusieurs autres wilayas, qui seront alimentées à l'avenir, à partir de ces canalisations. «Les travaux de la deuxième tranche du projet seront lancés prochainement», a-t-il signalé.

Outre ce projet, inscrit dans le cadre du programme d'investissement ambitionné par Naftal pour les cinq prochaines années, le même responsable a fait part de l'achèvement des études concernant un deuxième projet similaire portant sur l'acheminement du gaz de pétrole liquéfié(GPL).

Il s'agit, a ajouté le PDG de Naftal, de la réalisation de canalisations pour l'acheminement du GPL à partir d'Arzew vers Alger, en passant par plusieurs wilayas, dont Blida, Ain Defla et Chlef, qui seront toutes approvisionnées, à l'avenir, à partir de ces canalisations. «Le projet est actuellement au stade de fourniture des canalisations» a-t-il informé.

Cette opération «n'est pas facile», a estimé M.Menouar, citant en cause l'important volume des canalisations requises, estimé à 450 km, «impossible à couvrir par la production locale».

Il a, néanmoins, affirmé l'importance de ces deux projets dans la «réduction des frais de transport des produits pétroliers d'une part, ainsi que le gain du temps et la sécurisation de leur transport d'autre part». M. Menouar a, d'autre part, signalé la signature de contrats commerciaux, actuellement en vigueur, avec des pays du Sahel, dont la Mauritanie, le Niger et le Mali, pour notamment l'exportation d'huiles de moteur et d'huiles industrielles, les produits pétroliers étant du domaine exclusif de Sonatrach.

Après avoir déploré le fait que le volume des échanges commerciaux avec ces pays «n'est pas à la hauteur de nos ambitions», pour plusieurs causes, notamment la difficulté d'acheminement de ces produits vers ces pays, en raison des conditions géographiques et du climat, le P-dg de Naftal a affirmé la «détermination de son entreprise à surmonter ces difficultés et à doubler d'efforts pour accroître le volume de ses échanges commerciaux».

M. B.

Page 05_Mise en page 1 19/07/2022 16:39 Page 1

AFFAIRE PEGASUS

Un an après, le logiciel continue d'être utilisé au Maroc

L'ONG Amnesty international a affirmé, lundi, que le logiciel espion Pegasus continuait d'être utilisé dans certains pays, notamment au Maroc, une année après l'éclatement de l'affaire, en raison notamment de l'absence d'»un moratoire mondial» sur la vente de ce type d'équipement.



«Un an après les révélations concernant le Projet Pegasus, l'absence de moratoire mondial sur la vente de logiciels espions permet au secteur de la surveillance de poursuivre ses activités de façon incontrôlée», a déclaré Amnesty International dans un communiqué publié sur son site.

Au cours de l'année écoulée, «le Security Lab (d'Amnesty international) a découvert de nouveaux cas de personnes ciblées au moyen de Pegasus au Maroc (...)».

De plus, le Security Lab a confirmé «de façon indépendante de nombreux cas supplémentaires où Pegasus continuait d'être utilisé pour cibler de façon illégale des personnes» au Maroc et en Espagne, ou même par l'entité sioniste.

Tous les mois, de nouveaux cas de personnes ciblées au moyen de Pegasus sont confirmés. Amnesty international a interviewé plusieurs personnes qui avaient été infectées par Pegasus et qui ont dit avoir beaucoup souffert de ce ciblage, dont Hicham Mansouri, un journaliste marocain qui vit en France. Ce dernier dit que le fait d'être ciblé est «une forme très violente de censure, parce qu'on s'empêche de s'exprimer sur de nombreux sujets sur le plan tant professionnel que personnel». Et d'ajouter : «Voilà leur objectif : vous rendre paranoïaque, vous couper des autres personnes et vous enfermer dans une prison».

«Une année après les révélations concernant le Projet Pegasus qui ont ébranlé le monde, il est très inquiétant de constater que les entreprises de surveillance continuent de tirer profit des violations des droits humains à l'échelle mondiale», a déclaré Danna Ingleton, directrice adjointe d'Amnesty Tech.

«Le Projet Pegasus a permis de tirer la sonnette d'alarme et de rappeler qu'il était urgent d'agir pour réglementer un secteur hors de contrôle. Malheureusement, les gouvernements à travers le monde n'ont toujours pas intensifié leur action pour remédier entièrement à la crise de la surveillance numérique», souligne l'ONG.

«La surveillance illégale exercée contre les défenseurs des droits humains et la société civile est un instrument de répression. Il est grand temps de mettre un frein à ce secteur qui continue de mener dans l'ombre ses activités», ajoute la source. Plusieurs enquêtes et procès contre la société de l'entité sioniste NSO, qui a conçu ce programme espion, sont en cours en Inde, au Mexique, en Espagne, en Pologne et en France. En mars, le Parlement européen a mis en place la commission d'enquête PEGA pour enquêter sur l'utilisation de Pegasus et d'autres logiciels espions en Europe.

Au total, ce sont quelque 50.000 numéros de téléphones de personnalités de plusieurs pays comme la France, la Belgique et l'Espagne qui sont concernés par des attaques de ce logiciel sioniste.

R. I.

Le gouvernement d'Akhannouche appelé à sortir de son «coma politique»

LA POURSUITE de la flambée des prix des produits de première nécessite et des carburants au Maroc continue de faire réagir les partis politiques et la société civile au royaume, appelant le gouvernement d'Aziz Akhannouche, «complètement dépassé par les événements, à sortir de son coma politique». Dans un communiqué relayé par les médias locaux, le Bureau politique du parti «Mouvement du peuple» a appelé le gouvernement d'Akhannouche à sortir de son hibernation et «prendre des mesures urgentes capables de répondre à la gravité de la situation économique que traverse le pays». «Nous appelons le gouvernement à sortir de son coma politique et prendre des mesures courageuses à même de remédier à la cherté de la vie qui touche désormais tous les produits de base et les carburants», a indiqué le Bureau politique du «Mouvement du peuple» dans son communiqué sanctionnant les travaux d'une réunion consacrée à l'examen des retombées de la crise économique sur le quotidien des Marocains.

Condamnant la «stérilité» de l'Exécutif sur toute la ligne, le parti politique a interpellé l'équipe d'Akhannouche pour «mettre fin à son entêtement et sa fuite en avant et à prendre conscience rapidement de la gravité de la situation économique sur le quotidien du citoyen, qui en reste la première et grande victime».

Selon la formation politique, «les arguments du gouvernement selon lesquels la flambée des prix de première nécessité et des carburants est due à la crise mondiale ne tiennent pas la route», assurant que la véritable raison de la situation actuelle est «l'inaction du gouvernement et l'absence de toute initiative de sa part.»

Il a fait remarquer, à cet égard, que «le gouvernement dispose d'une myriade de solutions pour faire face à cette situation, mais n'en use pas et préfère faire durer cet état de fait». La gestion hasardeuse du gouvernement Akhannouche de la crise économique que traverse le royaume fait, par ailleurs, l'objet d'une campagne de critiques acerbes sur la toile. Initié par des internautes, le hashtag «Akhannouche dégage» est devenu, en effet, l'hymne des Marocains, plus de 200.000 l'ayant partagé sur les réseaux sociaux en seulement 24 heures après son lancement. Commentant l'adhésion des Marocains à cette campagne, le dirigeant du parti «Justice et développement», Abdelaziz Aftati, a indiqué dans une déclaration aux médias que «cette réaction du peuple s'inscrit dans le rejet qu'il ne cesse de manifester à l'endroit du gouvernement d'Akhannouche, arrogant et compradore». «Le rejet du gouvernement par le peuple est une réaction somme toute logique devant la dilapidation et la rapine érigées en mode de gestion par un Exécutif qui ne se soucie que de ses propres intérêts», a-t-il fulminé, affirmant que la persistance de cette situation mènera tout droit à la dérive du royaume.

Aziz Akhannouche, qui fait depuis des mois la sourde oreille aux revendications des Marocains, a été chassé de façon humiliante samedi d'un festival de musique organisé dans la ville d'Agadir. Pour les Marocains, la présence d'Akhannouche au festival constituait une «provocation» au public l'ayant accueilli, d'ailleurs, par des slogans hostiles lui demandant de partir.

Les initiateurs de la campagne anti-Akhannouche sur la toile dénoncent le silence du chef du gouvernement et son échec dans la gestion de ce qu'ils qualifient de «crise». Ils appellent ainsi tous les citoyens, syndicats et acteurs de la société civile à se joindre à cette campagne et à boycotter certains produits, si nécessaire, demandant au gouvernement marocain d'agir et de régler cette crise.

R. I.

Le Polisario salue la décision «souveraine» du Conseil exécutif de l'UA

LE BUREAU permanent du Secrétariat national du Front Polisario a accueilli avec satisfaction la décision «souveraine» du Conseil exécutif de l'Union africaine (UA) qui a insisté, depuis Lusaka (Zambie), sur l'unité et la cohésion de l'organisation panafricaine, notamment en ce qui concerne l'implication de tous les Etats membres dans ses partenariats avec d'autres Etats et organisations.

Au cours d'une réunion tenue dimanche sous la présidence de Brahim Ghali, le bureau a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre des mesures décisives pour mettre en œuvre la Charte et les résolutions onusiennes, notamment celles liées à l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples colonisés, afin de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance.

Lors de cette rencontre, la politique d'obstruction menée par l'occupant marocain a également été dénoncée, a précisé l'agence de presse sahraouie (SPS).

A l'issue de la réunion, «le Bureau permanent du Front Polisario a évoqué les préparatifs de la 7e session ordinaire du Secrétariat national, prévue pour la fin de ce mois de juillet, dans le but d'évaluer et de fixer les priorités pour la prochaine phase, et ce, à la lumière des décisions de la 15e Conférence du Front et les conclusions de la 6e session ordinaire du Secrétariat national», ajoute la même source.

Jeudi, le Maroc avait échoué lamentablement dans ses tentatives visant à convaincre les délégations africaines d'exclure la République sahraouie de la participation aux travaux du huitième sommet de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), prévus les 28 et 29 août à Tunis, le Conseil exécutif de l'Union africaine ayant approuvé, à Lusaka, une résolution à travers laquelle il appelle à la participation de tous les pays africains à ce rendez-vous.

Le représentant du Maroc avait vainement tenté, lors de cette réunion, de convaincre l'ensemble des délégations africaines de la nécessité d'exclure la République arabe sahraouie démocratique, en avançant des arguments vains selon lesquels «le partenariat liant les pays africains au Japon ne s'inscrit pas dans le cadre de l'UA».

Une tentative vouée à l'échec, en ce sens qu'aucun Etat, même ceux alliés au Makhzen, n'a soutenu la position marocaine. Bien au contraire, de nombreux ministres africains participants ont relevé la nécessité de demander au partenaire japonais d'adresser une invitation à tous les pays africains, y compris à la République sahraouie.

Au terme de la séance, une mouture de la résolution rédigée par la présidente du Conseil, la ministre des Affaires étrangères du Sénégal, a inclus ce point et chargé la Commission de l'UA, avec à sa tête le président Moussa Faki, de tenir le Japon informé de la position africaine commune sur cette question.

A noter que le sommet de la TICAD est l'un des plus éminents fora internationaux en matière de coopération au développement entre les pays africaines, le Japon et les instances internationales.

R. I.

ATHLÉTISME, MONDIAUX 2022 : BOUANANI ET LAHOULOU EN DEMI-FINALES

LE HURDLER algérien Amine Bouanani s'est qualifié aux demi-finales du 110m haies des Championnats du monde d'athlétisme d'Eugène aux États-Unis (15 - 24 juillet), en prenant la deuxième place de sa série courue samedi soir. Engagé dans la 3e série de qualification, Bouanani a pris la deuxième place de la course avec un chrono 13.44, derrière l'Espagnol Asier Martinez (13.37). Un deuxième Algérien, à savoir Abdelmalik Lahoulou, s'est qualifié aux demi-finales du 400m haies, en prenant la 2e place de sa série courue samedi soir. Engagé dans la première série, Lahoulou a terminé la course avec un temps de 49.58, derrière l'Américain Rai Benjamin (49.06).

Basketball, championnat arabe (U18) : 3e victoire de l'Algérie

La sélection algérienne masculine de basketball des moins de 18 ans (U18) s'est imposée devant son homologue émiratie sur le score de 82 à 42 (mi-temps : 30-14), en match comptant pour la 3e journée du Championnat arabe de la catégorie, disputé samedi soir au Caire. C'est la troisième victoire du Cinq algérien dans le tournoi, après celles obtenues devant le Koweït (99-44) et l'Égypte (76-73). Après trois journées de compétition, l'Algérie et le Qatar occupent conjointement la première place du classement avec 6 points, devant l'Égypte (5 points), les Émirats arabes unis (4 pts), tandis que le Koweït et l'Arabie saoudite ferment la marche avec 3 points. Les basketteurs algériens joueront aujourd'hui leur quatrième à 14H00 face au Qatar, avant de boucler la phase préliminaire face à l'Arabie saoudite, demain à 14h.

MC Alger Faruk Hadzibegic, nouvel entraîneur

Le technicien bosnien Faruk Hadzibegic est devenu le nouvel entraîneur du MC Alger, annonce le club algérois. Hadzibegic (64 ans), qui détient également la nationalité française, avait dirigé plusieurs clubs en France, à l'image du Dijon FCO (2007-2009), du FC Valenciennes (2016-2017), et du Red Star (2018-2019). Il avait également présidé aux destinées techniques de deux sélections nationales : la Bosnie-Herzégovine (1999) et le Monténégro (2019-2020). Ancien défenseur international sous les couleurs de l'ex-Yougoslavie pendant dix ans entre 1982 et 1992 (61 sélections/ 6 buts), il avait pris part au Mondial 1990 en Italie.

PARA-ATHLÉTISME

Le MC Alger remporte le championnat d'Algérie

Le tableau final des médailles est identique à celui des années précédentes, avec les mêmes clubs qui reviennent à la charge, sauf, que c'est le premier titre des athlètes sous les couleurs du MC Alger, après la fusion entre le GSP et le club sportif amateur (CSA)/MC Alger et la récupération des différentes sections

La section d'athlétisme handisport du MC Alger (ex-Groupement sportif des Pétroliers-GSP) s'est adjugée le titre de champion d'Algérie (2021-2022), en remportant une moisson de 127 médailles (75 or, 37 argent et 15 bronze) après trois jours de compétition au stade Souk El-Tenine» à Bejaïa et qui a regroupé près de 500 athlètes (garçons et filles) de 25 clubs. La seconde position est revenue à Tahadi Aures Batna avec un total de 49 médailles (32 or, 11 argent, 6 bronze) et au MA Bir Mourad Rais (20 or, 6 argent et 4 bronze). Le tableau final des médailles est identique à celui des années précédentes, avec les mêmes clubs qui reviennent à la charge, sauf, que c'est le premier titre des athlètes sous les couleurs du MC Alger, après la fusion entre le GSP et le club sportif amateur (CSA)/MC Alger et la récupération des différentes sections. «On ne peut qu'être fiers de confirmer notre domination au championnat national de para-athlétisme. C'est la photocopie-conforme aux précédentes éditions. Mais, la nouveauté cette fois-ci, est que ce titre est décroché, sous la coupe du MC Alger. On a pris part au rendez-vous de Bejaïa, avec 65 athlètes (ce n'était pas une mince affaire), et nous sommes très soulagés de revenir avec toute cette moisson, réalisée avec notre riche effectif (nationaux et internationaux)», a indiqué à l'APS, le manager de la section athlétisme des «Verts et rouges», El Hadi Mehani. Le championnat national de Bejaïa a clôturé la saison handisport, et intervient après six meetings nationaux qui servaient d'étape préparatoire et de qualification pour les athlètes, même internationaux. «En plus de l'effort des athlètes et techniciens, la direction du MCA, à sa tête le président Messaoud Tourki, a contribué grandement dans les résultats obtenus, par le biais de son soutien indéfectible à cette section d'athlétisme. L'ensemble de l'équipe tient à témoigner toute sa gratitude au président et ses



collaborateurs pour leur apport», a souligné le manager du club. Interrogé sur l'organisation et le niveau technique en général, les présidents de clubs, présents sur les lieux, ont été unanimes à relever la «très bonne organisation logistique et technique de l'événement, et l'apport, ô combien considérable, de la ligue spécialisée de Béjaia qui a mis au service de la fédération un staff d'officiel très étoffé entre arbitres et juges, tout en tenant à remercier au passage tous ceux qui ont contribué à la réussite de l'événement». Dans son ensemble, le championnat d'Algérie-2022 a été crédité d'un niveau technique «tout juste moyen», mais a permis l'émergence de certains jeunes talents, qui ont profité de l'occasion pour confirmer tout le bien que les techniciens pensaient au sujet de leurs potentialités techniques. Néanmoins, le fait marquant, de l'avis des techniciens présents sur place dont des entraineurs nationaux, était le forfait de certains internationaux qui ont brillé par leur absence, « pour des raisons qui restent pour l'instant inexpliquées», ont-ils relevé. «Notre championnat national d'athlétisme, à l'instar des autres championnats, est aussi important pour les internationaux que les nationaux. Ce championnat doit être une compétition révélatrice pour la détection des jeunes talents et nos internationaux doivent être les premiers à y prendre part, donner l'exemple et rehausser de leur présence ces championnats, afin de booster ceux qui espèrent avoir un jour une place en équipe nationale. C'est désolant d'en arriver là, car cela, n'est pas pour arranger l'émergence des uns et des autres», se sont accordés à dire les entraineurs nationaux. Parmi les athlètes absents, le sprinteur Athmani Sander-Djamil, double médaillé aux derniers Jeux paralympiques de Tokyo, le talentueux sprinteur, Salah Khelifia, le demi-fondiste Baka Abdelatti, entre autres, alors que le jeune Abdelkrim Krai, aussi médaillé des derniers JP a tenu à participer aux joutes de Béjaia, sous la coupe de la fédération. «Personnellement, j'ai relevé avec satisfaction l'émergence de plusieurs jeunes talents, à l'image de l'athlète des lancers, Aggoun Malak (F33), une future championne olympique. Encore en manque d'expérience, elle a pu rivaliser avec notre championne paralympique, Asmahane Boudjadar. D'autres jeunes de différents types d'handicapes ont émergé et auront besoin certainement, d'un suivi rigoureux», a expliqué le nouveau président de la section para-athlétisme du MCA, Rabah Halimi, qui s'est réjoui aussi de son premier titre national sous les couleurs de l'équipe. «Evidemment, je suis heureux de ce sacre (mon premier avec le MCA). Mais le mérite revient surtout aux athlètes et entraineurs qui ont travaillé d'arrache-pied pour atteindre cet objectif, et confirmer, du coup, la bonne santé du para-athlétisme mouloudéen et sa politique de pourvoyeur d'athlètes, tout en étant la formation la plus titrée en Algérie, aux niveaux national et international», a relevé le président, tout en souhaitant que la direction puisse œuvrer à permettre aux athlètes du club, du moins, les plus performants à renouer avec la participation à des meetings internationaux, comme jadis dans le passé.

Le Président Tebboune salue tous les intervenants dans l'organisation des JM-Oran 2022 /1241

LE PRÉSIDENT de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a salué, lors d'une réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, tous les intervenants dans l'organisation de la 19e édition des Jeux méditerranéens (JM-Oran 2022), adressant particulièrement ses remerciements aux Oranais qui ont marqué de leur empreinte exceptionnelle ces Jeux. Le Président Tebboune a «salué tous les intervenants dans l'organisation de la 19e édition des Jeux méditerranéens (JM-Oran 2022), adressant particulièrement ses remerciements aux Oranais qui ont marqué de leur empreinte exceptionnelle ces Jeux, faisant ainsi honneur à l'Algérie, un honneur digne de sa renommée», indique le communiqué du Conseil des ministres. Le président de la République a encouragé tous les athlètes à «préserver les résultats brillants réalisés lors de la 19e édition des Jeux Méditerranéens». Enfin, le Président Tebboune a ordonné la «mobilisation de tous les moyens aux athlètes d'élite, toutes disciplines confondues, médaillés ou non médaillés, et ce, en vue d'une préparation idoine des prochaines échéances sportives internationales, notamment les Jeux olympiques de 2024».

Foot/ Coupe arabe des U20 : la sélection algérienne à pied d'œuvre à Abha

LA SÉLECTION algérienne des moins de 20 ans de football a rallié hier (lundi) la ville saoudienne d'Abha pour prendre part à la Coupe arabe des nations de la catégorie prévue du 20 juillet au 6 août prochain. La délégation algérienne composée notamment de 23 joueurs dont 9 évoluant à l'étranger, est arrivée ce lundi matin à l'aéroport de la ville d'Abha après une escale de sept heures à Dubaï. Elle est présidée par Hakim Medane, membre du bureau fédéral de la Fédération algérienne de football. La sélection algérienne des moins de 20 ans de football entamera la compétition contre le Liban le 21 juillet à 15h00 (heures algériennes) au stade Emir Sultan (Arabie saoudite) comptant pour la première journée du groupe C. Exemptés de la deuxième journée du groupe C, les Algériens boucleront la phase de poules contre la Libye le 27 juillet à 15h00. Dix-huit (18) pays prendront part à cette compétition prévue du 20 juillet au 6 août 2022 dans la ville d'Abha en Arabie saoudite. Les 18 pays ont été scindés en six groupes de trois équipes. Les premiers des groupes A, B, C, D, E, F ainsi que les deux meilleurs deuxièmes se qualifient pour les quarts de finales prévus le 31 juillet. Les demi-finales auront lieu le 3 août tandis que la finale se jouera le 6 août prochain à 19h00.

LISTE DES 23 JOUEURS :

Gardiens de buts : Oussama Mellala (MC Alger), Chamseddine Radaoui (ES Sétif), Mohamed Achraf Kadouri (JS Saoura)

Joueurs de champ : Rafik Messali (Toulouse/ France), Rayane Dehilis (O. Marseille/ France), Abdelkrim Naâmani (USM Alger), Abdeladjalil Ould Amar (JS Kabylie), Jores Raho (O. Marseille/ France), Yassine Benahmed (Royal Antwerp FC /Belgique), Rayane Gacem (NA Husseïn-Dey), Aymene Fellahi (ES Sétif), Islam Benyazli (JS Saoura), Mohamed Rafik Omar (Académie/ FAF), Amine Benkadour (RC Relizane), Kamel Cherchour (MC Alger), Réda Aissaoui (Parme AC/ Italie), Mehdi Touenti (FC Cartagena/ Espagne), Stan Berkani (Clermont Foot/ France), Amar Oussama (FC Valence/ Espagne), Massil Adjaoudi (Lazio de Rome/ Italie), Belhadj Chekkal (CS Constantine), Salem Messaoud (ES Sétif), Abdessamad Bounaceur (USM Alger).

MOTSEPE, LE PRÉSIDENT DE LA CAF À ALGER

Une étape à l'ombre … de la légende Mandela

Un détour et des convictions. Des remises en ordre en perspective rendus nécessaires par des idéaux et deux pays que tout unit. Beaucoup de promesses aussi alors que la structure faitière du ballon rond africain est à un tournant annonçant bien des changements

PAR AZOUAOU AGHILES

Il est venu, il a vu, parlé et, surtout, écouté. A dû prêter une oreille plus qu'attentive au Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui l'a reçu dans ce qui aura été le sommet d'une visite qu'on pourrait qualifier d'historique. Sinon « spéciale » pour bien des raisons. Bien des côtés. Le point d'orgue d'une étape africaine « spéciale », la raison, on l'aura compris, les relations bilatérales historiquement plus que « spéciales » (on se répète) unissant les deux pays. Motsepe, considérant (on peut le croire), et à juste titre, son détour par la Mecque de l'Afrique de particulièrement décisif pour le reste d'un mandat qu'il vient juste d'entamer. Sur fonds de grosses remise en cause, le legs laissé par son prédécesseur, le Malgache Ahmed Ahmed, poussé à la démission pour diverses affaires, étant lourd à porter. En plus de l'influence grandissante de certains membres du Comité Exécutif, à l'image du N°1 du football marocain, Lekjaa, qui faisait (fait encore ?) la pluie et le beau temps au sein d'une institution marquée, bon an mal an, par des scandales à répétition entachant une crédibilité particulièrement mise à mal, le règne d'un Issa Hayatou (qui s'en souvient ?) laissant des traces indélébiles, la corruption, à grande échelle et érigée en règle, n'ayant de cesse d'ébranler un édifice finissant par s'écrouler. Motsepe, le Sud-africain, en besoin de soutiens pour asseoir son fauteuil et mener à bien son programme de refonte, des dossiers lourds et épineux s'amoncellent sur son bureau en plus de ceux en souffrance depuis l'ère Ahmed, sans parler de l'empire Hayatou qui a régné en maître absolu de lieux où le népotisme, le clientélisme et les pots de vin ont en fait une tour d'ivoire ouverte à trous les vents. C'est un football en souffrance et à la recherche d'un nouveau souffle, voire d'une véritable révolution (des mentalités notamment et dans la gestion) croulant sous le poids des affaires et qu'il prend les commandes, sa venue, à Alger, intervenant au moment où le football algérien se choisit un nouveau chef. Une conjoncture particulière où il s'agira de savoir avec qui il faut le faire et sur qui compter, la mission ne s'annonçant pas de tout repos, les forces d'inertie ne manquant pas. Plus que tâter un terrain dans des terres pas inconnues pour le peuple d'Afrique du Sud (un pays, celui de la légende Mandela, le Prix Nobel de la paix qui a su conduire sa nation vers la liberté, l'icône et ami de l'Algérie), Motsepe a dû se rendre à l'évidence, constater combien ces mêmes relations dépassent le cadre sportif et ne sauraient entacher de quelque manière que ce soit l'unité de destin qui les unit, après sa sortie du palais présidentiel où le Chef de l'Etat a dû en souligner la noblesse. A l'ombre donc du « dernier grand libérateur du 20e siècle », celui qui disait toute sa gratitude éternelle en direction de notre pays en des mots entrés dans la postérité (« Une Algérie qui a fait de moi un homme »), Motsepe a vu Alger. A su écouter. S'est fait une idée de ce que peut être l'apport de l'Algérie à son œuvre de remise sur rails d'un football africain capable de mieux. Du meilleur. Qu'en sortira-t-il ? Qu'attendre de ce détour de deux jours dont on ne saura pas plus que les déclarations protocolaires ? Quand commencera la vraie mission du nouveau président de la Faf, Djahid Zefizef qui sait au moins que ce ne sera pas partie facile, lui qui ne tardera pas longtemps (il le sait déjà) à se faire une idée sur ses prérogatives extra-muros et le long chemin à faire pour assumer (les complots, et encore plus les coalitions douteuses, sont légion dans une maison Caf, voire Fifa, où le jeu des alliances fait rage) au mieux sa mission de remettre à sa vraie place le sport-roi national bizarrement hors-circuit. Que se sont-ils dit, lui et Motsepe, sur les sujets sensibles, pour ne pas dire qui fâchent, depuis Tchaker et le scandale contre le Cameroun ? En quoi la défense des intérêts de notre football peuvent-elles paraître à ce point relever (la question ne se posant même pas) de l'impossible pour un homme en principe préparé pour, lui dont l'expérience (il a travaillé successivement avec Raouraoua, Zetchi et Amara, ce qui n'est pas rien, au passage) lui permet de relever ce genre de défis d'ordre diplomatique. Et il sait pourquoi…

A.A

CHAN-2022 :

«Le président de la CAF Motsepe satisfait de l'avancement des préparatifs»

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de football (FAF) Djahid Zefizef a déclaré dimanche que le président de la Confédération africaine (CAF), le Dr Patrice Motsepe, en visite de travail à Alger, était «satisfait» de l'avancement des préparatifs en vue du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (reporté à 2023) prévue en Algérie (13 janvier - 4 février). «La visite de Patrice Motsepe concernait deux axes : l'évaluation de l'état d'avancement des préparatifs du CHAN 2022, il a marqué sa satisfaction sur le plan organisationnel. Il a eu l'engagement de la FAF et des pouvoirs publics pour que toutes les dispositions nécessaires soient prises pour réussir l'organisation de ce tournoi», a indiqué Zefizef aux médias, au centre technique national (CTN) de Sidi Moussa. Le président de la FAF s'exprimait au terme de la dernière étape de la visite du patron de la CAF à Alger. Auparavant, Motsepe s'est rendu aux stades de Baraki et de Douera. «Nous avons évalué le partenariat qui doit exister entre la FAF et la CAF, sur ce sujet il y a eu un débat direct et responsable. La partie algérienne a clairement exprimé toutes ses préoccupations par rapport à la situation qui prévaut entre les deux institutions, notamment sur le plan de l'arbitrage. Le Dr Motsepe a pris note, il nous a promis de prendre toutes non doléances en considération. Il s'est engagé à réformer l'arbitrage en Afrique», a-t-il ajouté. De son côté, le président de l'instance continentale, s'est dit content de visiter l'Algérie pour la première fois depuis son élection en mars 2021, en remplacement du Malgache Ahmad Ahmad. «Je suis heureux d'être ici en Algérie. J'ai visité les infrastructures de la capitale, qui m'ont beaucoup plu. Je reviendrai au mois de septembre prochain pour assister au tirage au sort du CHAN. Je serai présent pour l'ouverture du tournoi, mais aussi pour les demi-finales et la finale», a-t-il souligné. Pour rappel, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu dimanche au siège de la Présidence de la République, le président de la CAF Patrice Motsepe. Ont assisté à l'audience, le Conseiller du président de la République chargé des relations extérieures, M. Adelhafidh Allahoum, le ministre de la Jeunesse et des Sports, M. Abderrezak Sebgag, et le président de la FAF M. Djahid Zefizef.

Le président de la CAF salue le soutien du Président Tebboune au football en Algérie

LE PRÉSIDENT de la Confédération africaine de football (CAF), Patrice Motsepe, a salué dimanche à Alger le soutien du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune au football en Algérie, rappelant l'histoire riche du football algérien. «Je voudrais remercier le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour cette chaleureuse rencontre et son soutien au football en Algérie qui a une grande histoire», a déclaré M. Motsepe à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République, exprimant l'engagement de la CAF à œuvrer pour le développement de ce sport «chez les jeunes catégories et les dames en Algérie». Le football algérien «a prouvé qu'il était parmi les meilleurs en Afrique et qu'il avait les capacités de compter parmi les meilleurs dans le monde», a-t-il ajouté. Concernant la préparation pour le championnat d'Afrique pour les moins de 23 ans prévu en Algérie en janvier prochain, le président de la CAF a affirmé que «tous les efforts sont déployés pour que ce championnat soit des plus réussis dans l'histoire». M. Motsepe a souligné la nécessité d'œuvrer, à tous les niveaux, à faire du «football africain le numéro un dans le monde». Ont pris part à la rencontre qui s'est déroulée au siège de la Présidence de la République, le Conseiller du président de la République chargé des relations extérieures, Abdelhafid Allahoum, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderezak Sebgag et le président de la Fédération algérienne de football, Djahid Zefizef.

MC ALGER : MEKHAZNI NOUVEAU DTS DES JEUNES CATÉGORIESS

LE MC ALGER (Ligue 1 algérienne de football) a annoncé jeudi soir la nomination de Mohamed Mekhazni en tant que nouveau directeur technique sportif (DTS) des jeunes catégories. Mekhazni (44 ans), qui avait déjà assuré cette mission par le passé, remplace Abdelatif Bourayou qui avait occupé ce poste lors des deux dernières saisons. « Le MCA remercie l'ancien DTS Abdelatif Bourayou pour le travail effectué au sein de l'équipe, et lui souhaite bon courage dans la suite de sa carrière », a indiqué le « Doyen » dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook. Le retour de Mekhazni intervient au moment où le club algérois s'est montré le club le plus actif dans le marché des transferts, en s'attachant jusque-là les services de pas moins de dix joueurs. Le dernier en date n'est autre que le défenseur Ayoub Abdellaoui, qui s'est engagé pour un contrat de deux saisons en provenance de la formation saoudienne d'Al-Ittifaq. Avant de boucler ce transfert, le MCA a engagé auparavant Boualem Mesmoudi (Al-Wakrah/ Qatar), Chouaïb Debbih (ex-CS Constantine), Ammar Abdelmalek Oukil (ex-RC Arbaâ), Houari Ferhani (ex-ES Sétif), Abdelkader Menezla (ex-USM Bel-Abbès), Victor Mbaoma (ex-Eniymba/Nigeria), Khaled Dehamni (ex-ASO Chlef), Tayeb Hamoudi (ex-Paradou AC) et Idir Boutrif (ex-CS Fola Esch/ Luxembourg). Enfin, le Mouloudia vient de nommer un nouvel entraîneur (il s'agit du technicien bosnien Faruk Hadzibegic), en remplacement du Tunisien Khaled Benyahia, dont le contrat n'a pas été prolongé. Plusieurs noms de techniciens étrangers ont circulé ces derniers jours dans les rouages du club de la capitale, à l'image du Bosnien Mécha Bazdarevic, du Français Pascal Dupraz, ou encore du Tunisien Mondher Kebaier.

RECRUTEMENT : LE CR BELOUIZDAD ANNONCE TROIS NOUVELLES RECRUES

LE CR BELOUIZDAD, triple détenteur du championnat de Ligue 1 de football, est passé à la vitesse supérieure en matière de recrutement estival, en s'attachant les services de trois joueurs à la fois. Le Chabab a annoncé jeudi soir sur sa page officielle Facebook l'engagement des défenseurs Aymen Bouguerra (Paradou AC) et Mouad Haddad (MC Alger) qui ont paraphé chacun un contrat jusqu'en 2025, ainsi que le milieu offensif Islam Bouloudene (NA Husseïn-Dey) qui a signé un bail jusqu'en 2024. Le club algérois a assuré auparavant le recrutement de l'attaquant Idriss Saâdi (ex-SC Bastia/ France) et du gardien de but Alexis Guendouz (ex-USM Alger), qui ont officialisé jeudi leur engagement en signant chacun un contrat jusqu'en 2024. Le gardien Redouane Maâchou, dont le prêt à l'USM Bel-Abbès est arrivé à terme, est retourné au CRB tout en prolongeant son contrat pour deux saisons supplémentaires. Pour rappel, la direction du club algérois a décidé le prolongement du bail du milieu offensif Islam Bakir, du milieu Housseyn Selmi, et de l'attaquant Hichem Khalfallah jusqu'à l'été 2024. Le Chabab a effectué lundi sa première séance d'entraînement au niveau de l'École supérieure d' « Hôtellerie et de restauration d'Aïn Benian (Alger) sous la conduite de son nouvel entraineur, le Tunisien Nabil El-Kouki. Ce dernier succède au Brésilien Marco Paqueta dont le contrat n'a pas été renouvelé par la direction du CRB.

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:38	12:35	16:26	19:47	21:25
CONSTANTINE	03:45	12:40	16:29	19:54	21:27
ALGER	03:58	12:55	16:45	20:08	21:44
OUARGLA	04:10	12:45	16:26	19:46	21:14
CHLEF	04:07	13:01	16:50	20:12	21:48
MOSTAGANEM	04:14	13:06	16:55	20:16	21:52
ORAN	04:18	13:09	16:57	20:19	21:53

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7344 — MARDI 19 JUILLET 2022

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	30°	21°
Oran	30°	21°
Constantine	39°	20°
Ouargla	40°	25°

PRISONNIERS SAHRAOUIS DE GDEIM IZIK

Plainte collective contre le Makhzen

Les prisonniers de Gdeim Izik et leurs familles sahraouies ne veulent pas se taire contre l'oppression, malgré toutes les pressions, les menaces et les intimidations du régime policier du Makhzen. Ils sont 18 prisonniers de Gdeim Izik et leurs familles à avoir décidé de franchir ce pas pour défendre leurs droits et dénoncer la répression féroce des autorités marocaines contre des civils pacifiques.



Ces détenus ont déposé au début de ce mois de juillet une plainte collective contre le régime du Maroc auprès du Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire. Ces détenus sahraouis allèguent des actes de torture et de répression politique, ainsi que des dépassements outranciers dans le respect des droits humains. La plainte a été déposée par leurs représentants légaux, Mads Andenas, professeur et ancien président-rapporteur du Groupe de travail de l'ONU, et Gianfranco Fattorini, coordinateur du Groupe de soutien de Genève pour la protection et la promotion des droits de l'homme au Sahara occidental. Il faut souligner que le groupe de Gdeim Izik fait référence à un groupe d'environ 25 activistes, journalistes, défenseurs des droits de l'homme, activistes politiques, juristes et manifestants sahraouis qui ont été arrêtés avant et après le démantèlement violent du camp de protestation de Gdeim Izik en novembre 2010. Avec des aveux signés sous la torture servant de principale pièce à conviction contre eux, 23 des prisonniers de Gdeim Izik ont été condamnés à des peines de prison allant de 20 ans à la perpétuité par un tribunal militaire en 2013, puis le 19 juillet 2017 par une cour d'appel civile pour 19 de ses membres.

Dénonçant la torture et l'utilisation d'aveux signés sous la torture, Human Rights Watch, Amnesty International et les procédures spéciales de l'ONU ont fustigé les violations de la procédure régulière lors de leur procès en 2017, dénonçant la façon dont les prisonniers avaient été arrêtés en réponse à leur militantisme pour les droits de l'homme et leur participation au camp de Gdeim Izik où quinze mille Sahraouis se sont réunis pour protester pacifiquement contre l'occupation et la discrimination économique et sociale.

La plainte collective déposée devant l'organe de l'ONU a été rendue possible grâce à la coopération de la Ligue pour la protection des prisonniers politiques sahraouis détenus dans les prisons marocaines (LPPS) et des familles des prisonniers de Gdeim Izik.

«Le Maroc est connu pour être excellent dans la signature et la ratification des traités de l'ONU et pour ses efforts inlassables pour obtenir des sièges à diverses tables de l'ONU», a déclaré Mads Andenas, conseiller juridique des prisonniers de Gdeim Izik et ancien président-rapporteur du groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire. «Cependant, le Maroc est également connu pour sa non-conformité et son non-respect notoires des instruments internationaux, sa non-application des décisions de l'ONU et sa punition des victimes qui coopèrent avec l'ONU».

La détention arbitraire de défenseurs des droits de l'homme sahraouis par le Maroc a été largement documentée par le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire, qui a constaté que les Sahraouis qui militent en faveur de l'autodétermination sont soumis à des pratiques discriminatoires en violation de l'égalité des droits de l'homme et condamnés à de longues peines d'emprisonnement sur la base d'aveux entachés de torture en guise de punition pour leur activisme en faveur des droits de l'homme.

.»Pour nous, le dépôt de cette plainte est un élément clé de la campagne lancée en septembre 2021par le Groupe de soutien de Genève pour la protection des prisonniers politiques, des journalistes et des défenseurs des droits humains sahraouis.

Le droit international ne peut souffrir d'un double standard, il doit être appliqué de manière égale dans tous les pays, au-delà des intérêts géostratégiques des différentes puissances», a souligné Gianfranco Fattorini, Co-coordinateur du Groupe de soutien de Genève pour la protection et la promotion des droits de l'homme au Sahara occidental.

Mohamed Kouini

CAN DE HANDBALL

L'Algérie bat la Guinée et se qualifie au Mondial 2023

LA SÉLECTION algérienne de handball s'est qualifiée au Championnat du monde de la discipline en Pologne et en Suède (11-29 janvier 2023), en s'imposant devant la Guinée sur le score de 27 à 26, (mi-temps: 12-10), en match de classement (5e place) de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022, disputé lundi au Caire.

A la faveur de cette victoire, l'Algérie rejoint l'Egypte, le Cap Vert, la Tunisie et le Maroc, qui avaient validé leurs billets au Mondial 2023, en se qualifiant au dernier carré de la CAN-2022.

Eliminé en quart de finale face à l'Egypte (19-34), le Sept national boucle ainsi sa participation à la CAN-2022 par un deuxième succès de rang, après celui obtenu devant la RD Congo aux jets de 7m (40-39) après deux prolongations (36-36), (temps réglementaire : 26-26).

En phase de poules, l'Algérie s'est inclinée face à la Guinée (22-28) et a battu le Gabon (25-23).

R. S.

RÉPARTIE SUR PLUSIEURS ASSOCIATIONS NATIONALES

Ooredoo fait une donation conséquente au profit des enfants orphelins

ENTREPRISE citoyenne par excellence, Ooredoo poursuit ses actions à Responsabilité Sociétale et annonce la donation d'une enveloppe financière conséquente repartie sur plusieurs Associations activant dans le domaine de la protection et la prise en charge des enfants orphelins.

Ce montant a été collecté grâce à l'offre promotionnelle lancée par Ooredoo durant le mois de Ramadhan dernier. En effet, pour chaque opération de rechargement de 1500 DA et plus effectuée par le client, Ooredoo s'était engagée à reverser 30 DA au profit des enfants orphelins.

C'est ainsi que Ooredoo a octroyé des aides financières à différentes associations, notamment l'Association Nationale de Bienfaisance «Kafil Yatim», l'Observatoire National des Droits de l'Enfance, l'Association Dar Essalam «li riayati el aytam» (pour la prise en charge des orphelins) de Ain Taya, l'Association des Handicapés Moteurs «El Amel oua 3amel» (Espoir et Travail) de Bab El Oued, l'Association El Ghaith de Bordj Bou Arreridj et la Fondation Nationale pour la Promotion de la Santé et le Développement de la Recherche (FOREM / Projet destiné aux enfants orphelins).

A cette occasion, le Directeur général de Ooredoo, M. Bassam Yousef Al Ibrahim, a déclaré : «Ooredoo est très honorée de remettre cette contribution financière à différentes associations nationales afin de leur permettre d'assurer un accompagnement social sous toutes ses formes aux enfants orphelins. Le soutien au mouvement associatif est l'une des valeurs des plus importantes dans la stratégie de Ooredoo en termes de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise d'où son engagement tous azimuts pour venir en aide aux franges vulnérables de la société. Ooredoo saisit cette occasion pour réitérer son engagement à rééditer ces opérations de collecte de fonds durant les mois de Ramadhan et les consacrer aux actions humanitaires et de mécénat.»

A noter aussi que Ooredoo et l'Organe National pour la Protection et la Promotion de l'Enfance lanceront prochainement, à travers les différentes régions du pays, une multitude de projets liés à l'enfance de manière générale et aux enfants orphelins en particulier. A travers cette action humanitaire, Ooredoo confirme sa dimension citoyenne fortement engagée dans les actions à caractère social et caritatif.